



HAL
open science

Les "classes moyennes" des pays en développement à l'épreuve de la crise COVID-19 : la Chine et Madagascar mis en perspective

Céline Bonnefond, Tsiry Andrianampiarivo

► To cite this version:

Céline Bonnefond, Tsiry Andrianampiarivo. Les "classes moyennes" des pays en développement à l'épreuve de la crise COVID-19 : la Chine et Madagascar mis en perspective. XXXVIes Journées du développement de l'ATM "Croissance, développement et inégalités. Un développement de plus en plus inégal?", Association Tiers-Monde; LiRIS; ESO; Université Rennes 2, May 2021, Rennes, France. 8 p. halshs-03344084

HAL Id: halshs-03344084

<https://shs.hal.science/halshs-03344084>

Submitted on 20 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les « classes moyennes » des pays en développement à l'épreuve de la crise COVID-19 : la Chine et Madagascar mis en perspective

Céline BONNEFOND

celine.bonnefond@univ-grenoble-alpes.fr

Tsiriry ANDRIANAMPIARIVO

tsiry.andrianampiarivo@univ-grenoble-alpes.fr

CREG – Université Grenoble Alpes

Version préliminaire préparée pour les Journées ATM 2021

Résumé

A partir de la position des classes moyennes urbaines sur le marché du travail en Chine et à Madagascar, nous analysons comment elles ont été impactées par les mesures de confinement et les politiques sociales adoptées à partir des canaux de l'emploi et de la protection sociale. Les couches inférieures de la classe moyenne urbaine chinoise (petits entrepreneurs et travailleurs qualifiés et non qualifiés du privé) verront leur vulnérabilité augmenter. Les petites prospérités urbaines malgaches (employés non qualifiés et ouvriers du privé et petits entrepreneurs et travailleurs l'informel) seront en situation de précarité. Si en Chine, les politiques sociales auront des effets incertains sur ces classes moyennes vulnérables, à Madagascar les petites prospérités sont complètement livrées à elles-mêmes.

Mots clés : Classes moyennes, pays en développement, Chine, Madagascar, crise COVID-19

JEL : 017, 015, I38, I31, J21

The "middle classes" of developing countries put to the crisis COVID-19 test: China and Madagascar in perspective

Abstract

Based on the position of the urban middle classes in the labor market in China and Madagascar, we analyze how they have been impacted by the lockdown measures and the social policies adopted to face the COVID-19 crisis through the employment and social protection channels. The lower China's urban middle class (small entrepreneurs and skilled and unskilled private workers) will see their vulnerability increase. The malagasy urban moderate prosperity (unskilled private employees and small entrepreneurs and informal workers) will be in a precarious situation. While in China, social policies will have uncertain effects on these vulnerable middle classes, in Madagascar the small prosperities are completely left to their fate.

Keywords: Middle classes, developing countries, China, Madagascar, COVID-19 crisis

JEL : 017, 015, I38, I31, J21

A l'aube du XXI^{ème} siècle, la notion de « classe moyenne mondiale » a gagné en popularité, que ce soit dans le monde académique (à l'image de l'ouvrage de Branko Millanovic paru en 2016, avec une édition française de 2019 préfacée par Thomas Piketty), dans les discours des décideurs publics et des institutions internationales, ou encore parmi les grandes firmes multinationales ou banques d'affaires. La crise de 2008-2009 a fragilisé une grande partie des classes moyennes et accentué leur sentiment de déclassement social (Damon, 2019). En Occident, la classe moyenne tend à se « démo-yenniser » et ne constitue plus une catégorie homogène mais plutôt un entre deux, une catégorie hétérogène avec d'un côté une classe moyenne inférieure qui lutte pour ne pas retourner parmi les classes populaires, et de l'autre une classe moyenne supérieure qui aspire à atteindre la catégorie des nantis (Chauvel, 2006). L'exemple le plus parlant est sans doute celui de la « démo-yennisation » de la classe moyenne de l'actuelle première puissance économique mondiale : les Etats-Unis. Les espoirs se sont dès lors mis à reposer sur l'émergence des classes moyennes au Sud, qui ont récemment réussi à sortir de la pauvreté dans de nombreux pays en développement (PED) (Damon, 2019). L'idée véhiculée par les chercheurs et institutions internationales est que cette catégorie pourrait redynamiser la croissance mondiale notamment par le canal de la consommation (OCDE, 2019).

Selon une prospective de la Banque Mondiale (2007), la *global middle class* (GMC) ou « classe moyenne globale ou mondiale », regroupant des individus ayant un revenu journalier compris entre 12\$ et 50\$ en PPA¹ devrait franchir le cap du milliard d'individus en 2030 dans le monde en développement. Si la Banque Mondiale a prédit la marginalisation de l'Afrique dans cette tendance globale², la Banque Africaine de Développement (Ncube *et al.*, 2011) quant à elle a affirmé que le continent connaît également une expansion de la Classe Moyenne qui aurait atteint les 350 millions de personnes en 2010 soit 34% de la population Africaine, mais cette fois avec des seuils beaucoup plus modestes compris entre 2\$ et 20\$ en PPA (au taux de change de 2005).

La crise de la COVID-19 a probablement mis un coup d'arrêt à l'émergence de cette vaste catégorie intermédiaire de revenus dans le monde en développement où la récession, particulièrement marquée en Asie du Sud (6,7%) et en Afrique Subsaharienne (3,7%), est estimée à 2,6% en 2020, à l'exception de la Chine qui enregistrerait 2% de croissance (Banque Mondiale, 2021 ; Pew Research Center, 2021). C'est ce qu'affirment ces récentes études (Banque Mondiale, 2021 ; Pew Research Center, 2021) qui estiment que près de 57 millions d'individus de ces classes moyennes en développement auraient connu un déclassement (en termes de revenus) en 2020 et plus de 100 millions (essentiellement en Asie du Sud et en Afrique Subsaharienne) seraient retombés dans la pauvreté, venant anéantir les réalisations – déjà insuffisantes – des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Cette crise dévoile donc à la fois la grande vulnérabilité de ces classes moyennes au Sud et les limites des visions globalisantes et performatives autour de cette vaste et vague catégorie – somme toute très hétérogène au vu de la diversité des contextes nationaux – qui font une analogie simplificatrice avec les classes moyennes occidentales des Trente Glorieuses. En effet, ce type d'approche permet au mieux d'expliquer que l'émergence statistique de cette classe intermédiaire de revenus est davantage le fruit de bonnes performances macroéconomiques qu'ont connu la plupart des PED durant les deux dernières décennies (croissance économique soutenue et intégration à l'économie mondiale, en plus des effets des politiques inclusives pro-pauvres promues par les institutions internationales). Il est donc fort logique que la récession que connaît le monde en développement actuellement entraîne la dynamique inverse. En revanche, ces approches peinent à associer ce phénomène aux transformations structurelles des économies et des sociétés en développement en tenant compte de leur diversité, notamment de l'hétérogénéité des stades de développement des pays de ce groupe. Pourtant, une telle démarche pourrait aider à mettre en lumière les mécanismes qui sous-tendent ces « mobilités sociales ». En allant au-delà du constat statistique de

¹ Les seuils correspondent à des revenus annuels par tête de respectivement 4 000\$ et 17 000\$ en PPA au taux de change de 2000 soient des revenus annuels par ménage (composé d'en moyenne 4,3 membres) de respectivement de 16 800\$ et 72 000\$.

² La proportion de la *global middle class* mondiale qui se trouverait en Afrique Subsaharienne ne serait que de 3% en 2030 soit à peu près 40 millions de personnes comparée au reste du monde en développement c'est-à-dire les pays émergents (Inde, Chine, Brésil, Mexique etc.).

l'étiologie des classes moyennes au Sud et de la montée de la pauvreté, cela permettrait de mieux comprendre la fragilité de ces processus sociaux dans les PED et d'identifier des pistes d'actions nécessaires et adaptées pour les soutenir.

C'est précisément cette démarche qui est mise en œuvre dans cet article pour expliquer les impacts de la crise actuelle sur les classes moyennes au Sud en s'appuyant sur une stratification sociale qui reflète au mieux les structures sociales et économiques contemporaines des différents PED.

Dans cette perspective, notre objectif est d'une part de souligner l'ampleur des inégalités socioéconomiques exacerbées par cette crise au Sud – comme au Nord –, qui devraient être prises en compte dans les politiques de relance à venir au risque de les voir peser lourdement sur la sortie de crise et plus largement sur les trajectoires de développement des PED. D'autre part, nous souhaitons apporter quelques pistes de réflexion face aux nouvelles interrogations des chercheurs en sciences sociales dans le champ de l'économie du développement et de la stratification sociale quant au devenir et au futur rôle de ces catégories sociales intermédiaires face à la crise actuelle. Par quels mécanismes l'émergence des classes moyennes des PED est-elle menacée par les impacts de la crise actuelle ? Les manifestations de la pandémie dans les PED et les mesures adoptées pour y faire face ont-elles épargné – ou du moins protégé – ces classes moyennes ? Quels pourraient être leur sort et leur rôle potentiel dans la sortie de crise ?

Nous tentons ici d'apporter des éléments de réponse à ces questions à partir de l'étude de deux pays en développement : la Chine, où la classe moyenne a commencé à émerger à partir de la fin des années 1990 (Bonfond *et al.* 2015), et Madagascar, pays africain à revenu faible où la notion de « petites prospérités » semble plus appropriée (Andrianampiarivo, 2016 ; Darbon, 2012). Concrètement, nous nous basons sur la position des classes moyennes urbaines sur le marché du travail de ces deux pays. Ensuite, en adoptant une démarche prospective, nous analysons les impacts directs et indirects de la crise depuis ces premières manifestations sur ces catégories intermédiaires à partir des canaux de l'emploi et de la protection sociale.

DEMARCHE PROSPECTIVE A PARTIR DE LA POSITION SUR LE MARCHE DU TRAVAIL DES CLASSES MOYENNES URBAINES

Nous cherchons donc à analyser les évolutions des classes moyennes des PED suite à la crise sanitaire à partir des cas de la Chine et de Madagascar en adoptant une démarche prospective. Pour cela, nous utilisons comme cadre d'analyse la définition et les caractéristiques des classes moyennes urbaines dans ces deux pays, en nous basant sur la position des individus sur les marchés du travail qui est une variable clé permettant d'expliquer l'hétérogénéité de ces catégories sociales intermédiaires dans les PED en tenant compte de la diversité des contextes nationaux (notamment des caractéristiques de leur marché du travail).

Ce cadre permet de dépasser deux limites principales des approches adoptées par la majorité des récents travaux en économie du développement pour définir et identifier les classes moyennes dans les PED, à savoir l'amalgame avec le modèle occidental et les limites méthodologiques d'une définition strictement monétaire et unidimensionnelle (limitée à une catégorie intermédiaire de revenus). Déconnectées de la structure sociale et économique des contextes étudiés, les classes moyennes identifiées à partir de telles approches ont un pouvoir explicatif faible pour appréhender les mécanismes à l'œuvre dans les effets de la crise actuelle.

Dans le cadre d'analyse que nous adoptons – qui s'inspire davantage des approches sociologiques traditionnelles du concept de classe sociale – les liens des individus avec leurs sources de revenus sont considérés comme un déterminant majeur de leurs perspectives et stratégies dans la société et constituent donc les principales sources d'inégalité des chances de vie dans le contexte étudié.

Ce cadre permettra ensuite d'analyser dans les deux pays, à travers les canaux de l'emploi et du système de protection sociale, les impacts directs et indirects des manifestations de la crise et des mesures et politiques sociales mises en œuvre sur leurs classes moyennes urbaines respectives. Il s'agit plus précisément d'évaluer comment les différents groupes sociaux composant cette catégorie intermédiaire étaient affectées par les mesures prises par les gouvernements respectifs pour faire face aux premières manifestations de la crise

selon leurs positions sur le marché du travail et les conditions et caractéristiques y afférentes. La même démarche est conduite pour analyser les effets des mesures et politiques sociales déployées par les autorités publiques sur ces classes moyennes urbaines.

Les exemples de la Chine et de Madagascar, deux pays ayant des niveaux de développement et des structures économiques, sociétales et politiques très différents, permettent d'illustrer l'hétérogénéité des classes moyennes ainsi que la diversité des situations d'inégalités au Sud. Ces deux cas assez éloignés permettront toutefois de faire ressortir des enjeux majeurs communs en matière de politiques sociales et économiques dans les PED, liés à la méconnaissance de ces catégories sociales intermédiaires et au flou entourant leur définition. Bien que la Chine fait figure d'exception dans le monde en développement, avec une croissance économique positive, ses catégories intermédiaires les plus vulnérables n'auraient probablement pas été épargnées. Plusieurs éléments laissent à penser que cette crise va renforcer l'hétérogénéité des classes moyennes des PED, une tendance qui pourra être illustrée par l'étude de ces deux cas qui circonscrivent, dans une certaine mesure – bien que sommairement, les différents stades de développement à l'intérieur de ce groupe de pays.

LES CLASSES MOYENNES URBAINES CHINOISES ET LES PETITES PROSPERITES URBAINES MALGACHES : UNE VULNERABILITE RENFORCEE PAR LA CRISE DU CONFINEMENT

La Chine a été le premier pays de la planète à opter pour des mesures restrictives lourdes dans le but de protéger la santé de ses habitants dès janvier 2020. Un confinement très strict a été mis en place dans la ville de Wuhan et toute la province du Hubei, ainsi que dans les très grandes villes comme Pékin ou Shanghai. Le trafic aérien, ferroviaire, routier et fluvial à destination et en provenance des grandes agglomérations du Hubei est interdit, et il est fortement ralenti dans le reste du pays. Les commerces, cafés et restaurants restent fermés pour plusieurs semaines. Les chaînes de production sont à l'arrêt et la demande étrangère pour les produits chinois est en chute libre. Les entreprises tournant au ralenti se sont vu contraintes de licencier. Selon les statistiques officielles, la Chine aurait enregistré 5 millions de chômeurs supplémentaires entre décembre 2019 et février 2020. C'est autant de citoyens chinois qui devront réduire leurs dépenses de consommation et risquent d'être confrontés à des problèmes financiers pour rembourser leurs crédits.

En Chine, les catégories sociales intermédiaires commencent à émerger à partir des années 1990, essentiellement dans les grandes villes du pays. Le *National Bureau of Statistics* estime que près de 30% de la population chinoise fait partie de la classe moyenne, avec un revenu mensuel compris entre 60 000 et 500 000 yuan annuel (7 250 à 62 500 \$). Mais cette catégorie est très hétérogène : résidant essentiellement en villes, les ménages « moyens » présentent des caractéristiques socioéconomiques variées. Selon Bonnefond *et al.* (2015)³, la classe moyenne en Chine urbaine est composée à 49,6% de retraités et d'inactifs, 26,6% de cadres et dirigeants du secteur public (« *new middle class* »), 12,2% de petits entrepreneurs (« *old middle class* ») et 11,6% de travailleurs qualifiés et non qualifiés, et employés du secteur privé et public (« *marginal middle class* »). Alors que la classe moyenne travaillant dans le secteur public sera relativement mieux protégée face au risque de perte d'emploi et de baisse de salaire, il n'en va pas de même pour les catégories intermédiaires composées de petits entrepreneurs qui ont été fortement impactées par la fermeture de la plupart des commerces et entreprises. Ce sous-groupe sera également impacté par la crise via le canal financier : la baisse d'activité risque de les mettre dans une position inconfortable pour rembourser leurs crédits, voire conduire certains d'entre eux à une situation de surendettement. Quant aux travailleurs qualifiés et non qualifiés du privé, ils seront plus exposés au risque de perte de salaires et de licenciements. Malgré un enrichissement tendanciel, les couches inférieures de la classe moyenne disposent d'un revenu moyen assez bas et sont soumises à une forte vulnérabilité liée à l'instabilité de leurs revenus ou de l'emploi.

³ Bonnefond *et al.* (2015) identifient la classe moyenne chinoise en deux étapes en combinant les approches économiques et sociologiques. La première étape consiste à identifier les individus appartenant à la classe moyenne en fixant un intervalle de revenu annuel par tête compris entre 10 000 yuans et le 95^{ème} percentile de la distribution du revenu. La seconde vise à mettre en évidence les différents groupes sociaux qui composent la classe moyenne à partir d'une technique de classification basée sur des informations sur l'emploi, le statut sur le marché du travail et l'éducation.

A Madagascar comme dans beaucoup de pays d'Afrique Subsaharienne, la crise est apparue tardivement et les conséquences sanitaires de la première vague y étaient annoncées les plus catastrophiques. Dans la grande île, le confinement s'est appliqué à trois grandes villes et leur région respective à partir du 21 mars 2020 : Antananarivo, la capitale, Toamasina et Fianarantsoa. Cette mesure a interdit tout transport en provenance et à destination de ces trois régions et imposé l'arrêt des activités non-essentiels et un couvre-feu à leurs habitants, avec la possibilité de se déplacer jusqu'à midi. Comme dans nombreuses villes africaines, le confinement n'y a été que partiellement effectif. En effet, non seulement l'Etat ne dispose pas de moyens suffisants pour le faire respecter, mais surtout, la majorité de la population dans ces villes tirent leurs moyens de subsistance d'activités informelles, de la mobilité et des liens sociaux⁴. Avec ce confinement partiel, qui a duré un mois, certaines activités formelles et informelles ont pu se concentrer durant la matinée. Certaines entreprises se sont notamment adaptées en réajustant leurs horaires de travail, afin de maintenir leurs activités et les emplois. De même, cela a permis à ceux qui n'ont aucune alternative pour survivre, comme les travailleurs journaliers de la classe populaire, de subvenir sommairement à leurs besoins. Malgré ces adaptations de survie, ce confinement a fortement contracté les activités dans ces grandes villes et a dû durement impacter, non seulement les plus précaires mais aussi la classe moyenne urbaine.

La Banque Africaine de Développement (BAD) (Ncube *et al.*, 2011) estime la classe moyenne malgache à 9% de la population et Razafindrakoto *et al.* (2015) à 7,8%. Selon les estimations de la BAD, 62% de cette classe moyenne malgache appartiennent à la « classe flottante⁵ » qui est composée d'individus disposant de revenus journaliers entre 2\$ et 4\$. On peut également ajouter à cette catégorie une multitude d'individus qui ont un revenu journalier proche ou oscillant autour de 2\$, leur permettant de vivre en dehors de la précarité, pour former la catégorie de « petite prospérité ». Cette dernière est plus adaptée pour saisir l'intuition derrière la notion de classe moyenne en Afrique Subsaharienne puisqu'elle reflète réellement les positions intermédiaires dans les structures sociales et économiques contemporaines des pays de la région (Andrianampiarivo, 2016 ; Darbon, 2012). De ce fait, cette notion de « petite prospérité » permet d'intégrer une grande partie des individus du secteur informel urbain, qui représenteraient 14% de la population malgache selon Razafindrakoto *et al.* (2015). A défaut d'études empiriques sur les petites prospérités urbaines malgaches, la répartition des travailleurs à Antananarivo selon leurs catégories socioprofessionnelles peut donner une idée de leur position sur le marché du travail. En nous basant sur les travaux de Roubaud et Torelli (2013), ces travailleurs urbains sont composés de 8,3% de cadres, 35,6% d'indépendants, 32,5% d'employés et ouvriers et 23,6% de manœuvres et autres. Il faut noter que 62% de ces travailleurs ont des emplois informels dépourvus de contrat de travail écrit et de protection sociale.

A partir de ces catégories, on peut associer la classe moyenne urbaine malgache appartenant à la strate haute de la catégorie aux cadres et aux quelques employés qualifiés des secteurs public et privé formel ainsi qu'aux quelques indépendants entrepreneurs à revenus élevés. Cette catégorie de nantis sera essentiellement préservée de la crise grâce à la stabilité de leur emploi et de leurs salaires ainsi qu'à leur grande capacité de résilience, notamment par leur grande capacité d'épargne. Les petites prospérités, constituant la strate basse, la plus conséquente de la classe moyenne urbaine malgache, peuvent être associées aux employés non qualifiés et aux quelques ouvriers des secteurs public et privé formel ainsi qu'à une multitude de petits entrepreneurs et aux quelques employés à revenus réguliers du secteur informel. Si les employés du secteur public ont pu bénéficier du maintien de leur emploi et de leur salaire durant le confinement, ceux du secteur privé formel ont au mieux pu se mettre au chômage partiel sans indemnités et au pire perdu leur emploi. De même, les travailleurs du secteur informel, les plus vulnérables de cette catégorie, auront été tout simplement privé de revenus durant cette période. En effet, les activités informelles indépendantes très rémunératrices, qui emploient ne sont pas en mesure d'indemniser leurs employés, faute d'assurance sociale. Si une petite part de ces petites prospérités peuvent puiser dans leur épargne pour traverser cette « mauvaise

⁴ Al Dahdah *et al.* (2020) ont également souligné l'incompatibilité de cette mesure avec le quotidien des millions de travailleurs dans l'informel et les conséquences humanitaires désastreuses que cela va engendrer en Inde.

⁵ La BAD décompose la classe moyenne africaine en trois sous-catégories : (i) *Upper middle class* regroupant les individus ayant un niveau de consommation journalier par tête compris entre 10 et 20 dollars en PPA au taux de 2005, (ii) la *lower middle class* rassemblant ceux ayant entre 4 et 10 dollars et (iii) la *floating class* regroupant les individus vivant avec 2 à 4 dollars par jour.

« passe », les plus vulnérables seront contraintes d'adopter des stratégies involutives : surendettement, décapitalisation, déscolarisation des enfants, réduction du nombre de repas etc., qui vont avoir des conséquences durables sur leurs conditions de vie et leurs moyens de subsistance. De plus, dans un tel contexte de choc covariant, le recours aux réseaux sociaux peut être inefficace. La crise sanitaire, plus particulièrement le confinement, aura donc conduit à la précarisation des petites prospérités urbaines malgaches, qui constituent une grande part de la population active urbaine, liée à la perte d'emploi et de revenus. Si les petites prospérités de ces trois grandes villes sont les victimes directes de ce choc, les conséquences économiques subséquentes n'épargneront pas celles de l'ensemble du territoire malgache. Cette crise rappelle les limites et les revers du secteur informel comme voie d'émergence de ces petites prospérités – qui est le principal moyen d'ascension sociale dans la plupart des grandes villes africaines (Berrou *et al.*, 2020a) – ainsi que l'incapacité du secteur formel malgache à consolider ces positions sociales.

LES POLITIQUES SOCIALES POUR FAIRE FACE A LA CRISE DU CONFINEMENT : LES CLASSES MOYENNES DES PED, LES GRANDS OUBLIES

En Chine, le gouvernement a tout d'abord mis en place des politiques de transferts aux ménages (Gentilini *et al.*, 2020). La directive gouvernementale du 6 mars 2020 a par exemple incité les autorités locales à élever le revenu minimum de subsistance (*dibao*), à étendre la couverture des programmes d'assistances temporaires, ou encore à accroître le niveau de prestations pour couvrir les familles touchées par l'épidémie (directement au niveau de leur santé ou indirectement à travers les impacts économiques). Au total, depuis mars 2020, c'est une enveloppe supplémentaire de 22 milliards de dollars dont ont pu bénéficier près de 62 millions de Chinois supplémentaires. Le gouvernement chinois a également cherché à soutenir les entreprises en diminuant voire supprimant temporairement les charges patronales. Entre février et juin 2020, les micro, petites et moyennes entreprises affiliées à la sécurité sociale ont été exonérées de charges patronales (retraites, chômage et accidents du travail), quand les grandes entreprises ont pu réduire ces mêmes charges d'un montant maximum de 50%.

Au final, les effets de ces mesures sur les classes moyennes chinoises paraissent incertains. D'une part, elles pourraient réduire les charges pesant sur la classe moyenne entrepreneuriale, et contenir la perte de pouvoir d'achat de la classe moyenne des travailleurs du secteur privé (en compensant leur perte de salaire voire en leur apportant une aide en cas de perte d'emploi). D'autre part, les classes moyennes pourraient aussi être les laissés-pour-compte de ces mesures qui visent en priorité les ménages les plus pauvres. Enfin, force est de rappeler que ces mesures restent toutefois à la discrétion des autorités locales ; elles pourraient ainsi accentuer les inégalités entre citoyens chinois (y compris entre membres de la classe moyenne, en fonction de la province de résidence, des villes, etc.).

A Madagascar, cette crise a mis à nu un système de protection sociale défaillant et sous perfusion d'aides extérieures ainsi que la déconnexion quasi-totale du droit social et de l'appareil administratif à la réalité socioéconomique que vivent la majorité de la population. Le système de protection sociale malgache n'arrive à couvrir que 4% de la population active occupée, se trouvant essentiellement dans le secteur public, avec des niveaux de droits garantis très limités (Berrou *et al.*, 2020b ; Gondard-Delcroix *et al.*, 2019). Les mesures d'urgence adoptées – entièrement financées par des aides extérieures – pour faire face au confinement et leurs mises en œuvre reflètent ces défaillances et incohérences structurelles. Elles comprenaient le report de paiement des charges sociales pour les entreprises du secteur privé formel, des transferts monétaires non-conditionnels auprès de 150 000 ménages vulnérables dans les trois régions (d'un budget total de 10 millions de \$) et d'aides en nature en produits de première nécessité (Gentilini *et al.*, 2020). Ces mesures d'urgence étaient surtout destinées aux couches populaires et à une petite part des petites prospérités les plus vulnérables évoluant dans le secteur informel pour éviter la menace d'explosion sociale. Dans les faits, la question du ciblage des réels bénéficiaires de ces aides apparaît très critique. Au final, il n'y avait pas de mesures concrètes adaptées aux situations des petites prospérités. Par ailleurs, la réelle volonté de l'Etat de tenir compte de ces questions sociales pose question quand on constate que sur 186 millions de \$ d'aides décaissées pendant la crise, seules 21 millions de \$ ont été allouées à ces mesures.

DISCUSSION

D'après les contextes de la crise de la COVID-19 et les caractéristiques des classes moyennes urbaines en Chine et à Madagascar, il n'y a aucun doute sur le fait que ces dernières n'ont pas été épargnées par cette crise, malgré le manque de données et d'études récentes. Les classes moyennes les plus vulnérables au Sud seraient donc des victimes invisibles et ignorées de cette crise, laquelle va certainement renforcer leur hétérogénéité. Si dans les pays émergents comme la Chine qui disposent de moyens financiers et institutionnels importants et opérants, une partie des classes moyennes pourra bénéficier de certaines mesures sociales, dans les pays à faible revenu d'Afrique Subsaharienne comme Madagascar, ces catégories intermédiaires, qui constituent une proportion non négligeable de la population, sont livrées à elles-mêmes et se trouveront en situation de grande précarité.

Dans les deux cas, l'insuffisance ou l'absence de politiques économiques et sociales ciblant cette catégorie sociale augmentent le risque d'explosion des inégalités sociales pouvant menacer la cohésion sociale, sans compter les drames humanitaires que pourraient engendrer ces phénomènes de paupérisation, surtout dans les pays moins avancés. Cela peut aussi compromettre la sortie de crise des PED en annihilant le rôle moteur que pourraient jouer ces catégories intermédiaires pour soutenir l'activité économique, ne serait-ce que par le canal de la consommation. Plus largement, le risque est de freiner le changement structurel favorable à la dynamique de développement de ces pays.

Cette crise rappelle clairement que la croissance économique ne suffit pas à faire de la classe moyenne dans les PED une catégorie sociale stable, voire réelle, et un catalyseur automatique de développement en l'absence de politiques et réformes sociales effectives pour consolider ces positions sociales. De plus, de telles mesures, qui s'avèrent incontournables, ne pourront être efficaces que si elles sont appropriées aux caractéristiques et aux besoins des individus de cette catégorie intermédiaire et donc différentes, bien que complémentaires, de celles pour lutter contre la pauvreté.

Plusieurs questions se posent alors quant à au sort et au rôle potentiel de ces classes moyennes au Sud dans la crise post-COVID.

La première concerne les stratégies qu'elles adoptent pour faire face à la crise et leur capacité de résilience. Une deuxième porte sur leur soutien par les politiques de relance adoptées par les PED pour se relever rapidement de la crise et préserver la cohésion sociale. Une autre concerne leur rôle ou la prise en compte de leur situation dans les évolutions du système de financement de protection sociale au Sud qui en est encore à ses balbutiements. Enfin, se pose la question de leur capacité à se faire entendre et à défendre leurs intérêts.

Au final, la crise de la COVID-19 va-t-elle réveiller la conscience de classe des classes moyennes et leur permettre de jouer – enfin - un rôle moteur dans le changement institutionnel (Loayza *et al.*, 2012) ?

REFERENCES

- AL DAHDAH, M., FERRY, M., GUERIN, I., & VENKATASUBRAMANIAN, G. (2020). L'Inde face à la crise du Covid-19. *La Vie des Idées*, May 2020. <https://laviedesidees.fr/L-Inde-face-a-la-crise-du-Covid-19.html>
- ANDRIANAMPIARIVO, T. (2016). Moderate prosperity, an adaptation of the middle class concept to a Malagasy rural area: the case of Itasy. *Review of Social Economy*, 75(1), 26-48.
- BANQUE MONDIALE. (2021). *Global Economic Prospects*, Washington, DC. Janvier.
- BANQUE MONDIALE. (2007). *Global Economic Prospects 2007: Managing the New Wave of Globalization*. Washington, DC: The World Bank.
- BERROU, J. P., DARBON, D., BEKELYNCK, A., BOUQUET, C., CLEMENT, M., COMBARNOUS, F., & ROUGIER, É. (2020a). À quoi ressemblent les classes moyennes en Côte d'Ivoire aujourd'hui? Continuités historiques et enjeux renouvelés d'un ensemble hétérogène. *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 41(2), 193-211.
- BERROU, J. P., PIVETEAU, A., DEGUILHEM, T., DELPY, L., & GONDARD-DELCROIX, C. (2020b). *Qui pilote si personne ne gouverne? La politique publique de protection sociale à Madagascar au prisme de l'analyse des réseaux sociaux*

(Doctoral dissertation, LAM CNRS 5115-Sciences Po Bordeaux; GREThA CNRS 5113-Université de Bordeaux; IRD-Institut de recherche pour le développement; AFD-Agence Française de Développement; Région Nouvelle-Aquitaine).

- BONNEFOND C., CLEMENT M., COMBARNOUS, F. (2015). In search of the elusive Chinese urban middle class: an exploratory analysis, *Post-Communist Economies*, 27(1), 41-59.
- CHAUVEL, L. 2006, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil, coll. « La république des idées », 112 p.
- DAMON, J. (2019). La dynamique des classes moyennes: Déclin au Nord, essor au Sud”, *Futuribles*, 432(5), 33-47. doi:10.3917/futur.432.0033.
- DARBON, D. (2012). Classe(s) moyenne(s): une revue de la littérature, *Afrique contemporaine*, (4), 33-51.
- GENTILINI, U., ALMENFI, M., DALE, P., PALACIOS, R., NATARAJAN, H., GALICIA RABADAN, G.A., OKAMURA, Y., BLOMQUIST, J., ABELS, M., DEMARCO, G., SANTOS, I. 2020, “Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures”, “Living paper” version 13 (September 18, 2020), The World Bank.
- GONDARD-DELCROIX, C., RANDRIAMANAMPISOA, H., PIERRE, A. L., & ANDRIANJAKATINA, A. (2019). *Diversity of social protection forms in Madagascar A multi-scalar and multi-actor approach* (No. 2019-11). Groupe de Recherche en Economie Théorique et Appliquée (GREThA).
- LOAYZA, N., RIGOLINI, J., LLORENTE, G. 2012, “Do middle classes bring about institutional reforms?”, *Economics Letters*, 116(3): 440-444.
- NCUBE, M., LUFUMPA, C. L., & KAYIZZI-MUGERWA, S. (2011). The middle of the pyramid: dynamics of the middle class in Africa. *Market Brief*, 20.
- OCDE 2019, *Sous pression : la classe moyenne en perte de vitesse*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/2b47d7a4-fr>.
- PEW RESEARCH CENTER. (2021). The Pandemic Stalls Growth in the Global Middle Class, Pushes Poverty Up Sharply
- RAZAFINDRAKOTO, M., ROUBAUD, F., & WACHSBERGER, J. M. (2015). L'île mystérieuse: une approche d'économie politique de la trajectoire longue de Madagascar. *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 36(3), 397-415.
- ROUBAUD, F., TORELLI, C. (2013). L'emploi, le chômage et les conditions d'activité sur les marchés urbains du travail, *Les marchés urbains du travail en Afrique subsaharienne*, 53.